

RÉPONSE de Philippe BERTA

Salle des séances. Vendredi 24 mai

Madame la Présidente,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Mesdames et Messieurs,

Sachez à quel point vous me voyez honoré et fier d'être reçu au sein de cette merveilleuse et noble institution que constitue l'académie de Nîmes, et ceci en tant que membre correspondant. Vous me proposez de m'exprimer sur un sujet qui me tient particulièrement à cœur, et j'ai choisi de vous parler de culture scientifique. Ce sont tout à la fois la passion, le résultat d'actions locales et nationales, mais aussi la force de l'actualité qui me conduisent à aborder ici ce thème, que j'élargirai à la culture scientifique, technologique, industrielle et sanitaire. C'était bien là le risque d'accueillir un scientifique dans vos rangs. J'aime à rappeler notre travail depuis pas loin de 30 ans, travail au sein de l'école de l'ADN de Nîmes, seule école de l'ADN européenne, à la vocation mixte, tout à la fois informative et formative, et ceci autour de la génétique, de la génomique, de l'ADN et de leurs diverses applications, en santé, en agro-alimentaire, en biodiversité, en criminalistique et sur le terrain industriel.

Si notre histoire scientifique est prestigieuse, notre culture scientifique ne cesse de s'appauvrir. Ceci se traduit par un recul net de la France dans les classements internationaux sur la recherche et l'innovation. Comment aurions pu imaginer qu'un jour, et ceci est conforté par divers sondages chez les 11-24 ans, que 19% d'entre pensent que la terre est plate, que 48% remettraient en cause le travail de Darwin et donc les théories de l'évolution ou encore qu'une majorité d'entre eux considèrent l'astrologie comme une science ?

Et pourtant la France possède d'indéniables atouts pour mener à bien une action forte d'acculturation scientifique en particulier à l'adresse des plus jeunes, mais aussi comme souvent de multiples faiblesses structurelles.

Jadis motrice du progrès et de l'émancipation, la science est désormais perçue comme une menace par des forces politiques qui cherchent à imposer leur propre récit idéologique. La guerre entre croyance et connaissance fait rage, et force est de constater que la science et ceux qui la font et la diffusent semblent perdre du terrain. Pour ceux qui en doutaient encore, en 2024 l'excellent rapport de Mario Draghi nous rappelle aussi que recherche et innovation sont les moteurs essentiels de toute compétitivité économique, et donc tout simplement de notre niveau de vie.

Partout dans le monde, la science est en danger, la liberté académique recule, la recherche se retrouve souvent instrumentalisée et l'indépendance universitaire compromise. Qui aurait pu concevoir que ces éléments marqueurs d'un recul démocratique fort puissent se mettre si vite en place outre-Atlantique, y laissant de nombreux collègues tout à la fois dans une situation de sidération et de désarroi.

Dans notre pays, même si la confiance dans l'action des scientifiques reste majoritaire, trop peu de nos concitoyens déclarent avoir confiance dans l'indépendance des chercheurs vis-à-vis du pouvoir politique ou des intérêts économiques. Alors que, c'est bien l'intrusion croissante d'acteurs non académiques dans le débat universitaire qui porte atteinte à la qualité de la recherche et à la confiance en la science. La pandémie Covid en fut un exemple parmi d'autres. Notre pays des lumières porte une responsabilité particulière et doit être modèle et force de proposition.

Un sursaut français et européen apparaît donc bien indispensable pour défendre la recherche et préserver les fondements démocratiques de nos sociétés. Ce mouvement global d'hostilité envers la science, nourri par la désinformation, la polarisation des opinions sur les réseaux sociaux affaiblit durablement la capacité de nos sociétés à se projeter dans un avenir éclairé par les faits, par la connaissance et non par les croyances. Alors que l'obscurantisme progresse, il est temps d'un sursaut collectif pour réaffirmer la place de la science comme moteur du progrès humain et garant des fondements démocratiques de nos sociétés.

Préserver l'indépendance scientifique, c'est garantir un avenir fondé sur le savoir, l'innovation et la liberté intellectuelle. Une nation qui néglige la science et la recherche est une nation qui, inéluctablement, ira vers une perte de souveraineté et une diminution de sa capacité à relever les multiples défis globaux.

A quel moment le progrès et les faits ont commencé à être si chahutés ? Souvenons-nous Hippocrate, Darwin, Pasteur, Curie, Fleming... quelle serait notre vie sans eux et tout l'écosystème de la recherche que sont Les chercheurs qui défrichent et innovent, les journalistes qui questionnent et informent, les acteurs de la société civile qui rassemblent et financent, les politiques qui décident et organisent, les industriels qui produisent et rendent accessibles.

Il est devenu bien difficile d'identifier lors de diverses prises de parole le caractère scientifique des propos, mais aussi la légitimité de l'émetteur dans un contexte où les chaînes infos et les réseaux sociaux, le tout désormais sous la patine de l'intelligence artificielle, renforcent le sentiment d'équivalence des points de vue.

Il est donc des plus urgent de développer la pédagogie au sein de la société, auprès des enseignants et des enseignants, du grand public bien sûr, mais aussi auprès de ceux qui les représentent et qui dans de multiples occasions se retrouveront dans des situations de décision, et ceci sans le fond culturel nécessaire, se retrouvant alors porte-paroles conscients ou non de divers groupes de pression. La loi de bioéthique de 2021 en fut une parfaite illustration.

Ce constat n'est pas seulement issu de mes observations personnelles, il est le fruit d'un rapport que j'ai conduit en 2023 en tant que rapporteur pour le volet "recherche" au sein de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale. Il met en lumière un paradoxe : malgré l'ampleur des enjeux, la France ne dispose plus aujourd'hui d'une stratégie nationale de culture scientifique, technique et industrielle. Depuis 2018, l'instance nationale de pilotage – le Conseil national pour la culture scientifique – est en sommeil, et l'État n'exerce plus de pilotage coordonné sur ces questions essentielles.

Ce rapport souligne que les initiatives locales sont nombreuses, plus de 1700 structures existent des musées aux universités en passant par les associations, mais qu'en l'absence de gouvernance nationale, elles restent dispersées, inégales, si ce n'est inexistantes à grande échelle. Le transfert de cette mission aux régions, initié par la loi Fioraso de 2013, n'a jamais fait l'objet d'une évaluation de son efficacité.

Parmi les préconisations fortes, il a été proposé de redonner à la culture scientifique une gouvernance claire, interministérielle, dotée d'une stratégie articulée entre éducation, recherche, industrie, santé, numérique et culture, intersectorielle et pluridisciplinaire.

De plus, il a démontré la nécessité de renforcer la formation initiale et continue des enseignants en majorité issus des sciences humaines et sociales sur les volets sciences fondamentales, de créer un Haut Conseil à la Science auprès de l'État, garant de l'indépendance de l'expertise scientifique, et d'unifier les grandes manifestations publiques – telles que la Fête de la Science et la Semaine de l'Industrie – pour en faire de véritables événements nationaux, mobilisateurs et visibles.

Comme l'a souligné le rapport Draghi en 2024 au niveau européen : des investissements insuffisants, la fragmentation des marchés financiers, le manque de coordinations entre les États ou encore la faiblesse du transfert de la recherche vers l'industrie pose à nouveau le diagnostic de la nécessité de refonder la politique industrielle et de recherche européenne dans laquelle la culture scientifique française doit s'inscrire en tant qu'interface privilégié de la paix sociale et de l'innovation. Restaurer la culture scientifique, ce n'est pas uniquement promouvoir l'innovation : c'est aussi garantir la capacité démocratique de notre société à comprendre les défis qui l'attendent, à débattre avec rigueur, à décider en connaissance de cause, en sommes à former des esprits critiques. Au-delà de l'économie de la connaissance indispensable à toute société démocratique, c'est aussi une question d'enjeux économique et aujourd'hui plus encore une question géopolitique.

Un monde sans science, sans progrès scientifiques, sans questionnement et sans doute, n'est pas possible.

Je vous remercie.

*